

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/114/JAM  
4 août 2004

(04-3320)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC de la période de transition  
pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément  
aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39

Notification de mise à jour

JAMAÏQUE

La communication ci-après, datée du 3 août 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Jamaïque.

---

Conformément à la décision prise à la Conférence ministérielle de Doha de 2001 concernant la prorogation de la période de transition pour l'élimination de certains programmes de subventions aux exportations prévue au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC, et qui est reproduite dans le document G/SCM/39 et dans le paragraphe 10.6 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, ainsi qu'en application des décisions prises par le Comité, les 22 novembre 2002 et 3 novembre 2003, d'approuver les demandes présentées par la Jamaïque, reproduites dans les documents G/SCM/75 et addendum et G/SCM/78 et addendum, la Jamaïque présente sa notification afin de permettre au Comité de procéder à son réexamen annuel du respect des prescriptions en matière de transparence et de statu quo énoncées dans la décision figurant dans le document G/SCM/39.

## **A. LOI SUR L'ENCOURAGEMENT DES INDUSTRIES D'EXPORTATION**

### **1. Description du programme**

La Loi sur l'encouragement des industries d'exportation a été adoptée à titre incitatif en vue d'encourager les industries d'exportation.

### **2. Période sur laquelle porte la notification**

Description du programme au 1<sup>er</sup> septembre 2003.

### **3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Cette subvention vise à encourager l'investissement dans les industries manufacturières d'exportation et à favoriser leur croissance.

### **4. Fondement et législation**

Loi n° 49 de 1956

Loi n° 13 de 1960

Loi n° 11 de 1968

Loi n° 42 de 1969

Loi n° 56 de 1974

### **5. Forme de la subvention**

Les sociétés agréées exportant 100 pour cent de leur production vers des marchés à devises fortes hors de la CARICOM sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices et de la totalité des droits d'importation sur les biens d'équipement et les matières premières destinés au processus de production.

Les sociétés exportant partiellement leur production (sociétés exportant moins de 100 pour cent de leur production) ont droit à un abattement au titre des exportations, qui est déductible de leur revenu imposable, le niveau de l'abattement étant proportionnel aux exportations.

### **6. À qui et comment la subvention est accordée**

Toute société enregistrée ou constituée en Jamaïque et dont les produits sont destinés exclusivement à la vente sur des marchés à devises fortes hors du CARICOM peuvent bénéficier d'une exemption fiscale pour les bénéfices retirés de la fabrication du produit agréé, ainsi que de l'admission en franchise pour les importations de matières premières et de biens d'équipement destinés au processus de production.

Pour cela, la société doit être déclarée "fabricant exportateur agréé" en ce qui concerne un "produit d'exportation agréé" par le Ministre de l'industrie et du tourisme. Le fait, pour une société, de fabriquer un produit agréé et d'être elle-même un fabricant exportateur agréé lui donne droit aux avantages fiscaux et aux exonérations de droits décrits plus haut.

Les sociétés exportant partiellement leur production (sociétés exportant moins de 100 pour cent de leur production) ont droit à un abattement au titre des exportations comme il a été indiqué au point 5 ci-dessus. Pour qu'une société puisse bénéficier de cet abattement, ses ventes à l'exportation doivent représenter au minimum 5 pour cent de ses ventes totales et être destinées à des marchés extérieurs à la région de la CARICOM.

7. Montant unitaire de la subvention

La Jamaïque ne dispose pas de statistiques qui mettent en évidence le montant unitaire de la subvention. Cependant, le manque à gagner résultant de l'abattement fiscal accordé dans le cadre de ce programme était estimé à 2,7 millions de dollars EU en 2000, à 1,5 million de dollars EU en 1999 et à 1,7 million de dollars EU en 1998.

8. Durée de la subvention

Conformément à la loi, les avantages fiscaux et les exonérations de droits sont accordés pour une période pouvant aller jusqu'à dix (10) ans, comme il est indiqué dans la notification de la Jamaïque datée du 20 décembre 2001. La Jamaïque œuvrait dans le sens d'une suppression progressive de ce régime d'incitation d'ici à 2003. Cependant, au vu des décisions qui ont été prises au sujet des prorogations de la période de transition au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC) pour certains pays en développement, la Jamaïque demande une prorogation de la période de transition au-delà de 2003 pour cette mesure d'incitation.

9. Données statistiques relatives à l'incidence du programme

Année	Exportations (en millions de dollars EU)	Exportations jamaïcaines (en millions de dollars EU)
1998	193 (2,4)	1 316,3
1999	326 (6,6)	1 245,6
2000	109 (7,1)	1 300,7

**B. LOI SUR LES ZONES FRANCHES TRAVAILLANT POUR L'EXPORTATION**

1. Description du programme

La Loi sur les zones franches travaillant pour l'exportation offre un cadre incitatif et réglementaire pour l'exploitation des zones franches en Jamaïque.

2. Période sur laquelle porte la notification

Description du programme au 1<sup>er</sup> septembre 2003.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Cette subvention vise à encourager l'investissement et les exportations, à accroître les recettes en devises et à créer des possibilités d'emploi.

4. Fondement et législation

Loi n° 18 de 1982

Loi n° 12 de 1985

Loi n° 16 de 1991

Loi n° 24 de 1996

5. Forme de la subvention

Les entreprises agréées établies dans des zones franches ont droit:

- à l'admission en franchise pour les importations de biens d'équipement, de biens de consommation, de matières premières ou d'articles dont l'utilisation est liée au produit agréé;
- à un régime d'admission en franchise pour les articles destinés à la construction, à la modification et à la réparation de l'équipement des locaux situés dans la zone franche;
- à une exonération totale de l'impôt sur le revenu pour les bénéfices résultant des activités agréées;
- au rapatriement des bénéfices (depuis la libéralisation du marché des changes en 1991, il n'y a pas de restriction en matière de rapatriement des bénéfices);
- à l'exonération des frais normalement exigibles pour les permis de travail.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les sociétés habilitées à œuvrer dans des zones franches doivent être enregistrées ou constituées en Jamaïque conformément à la Loi sur les sociétés, pour exercer l'une des activités prescrites ci-après:

- entreposage ou stockage;
- opérations de fabrication;
- opérations de réexpédition;
- opérations de chargement et de déchargement;
- exportation;
- importation;
- activités de services, y compris les services bancaires, le traitement de données, la vente par téléphone, les services d'assurance et les services professionnels;
- conditionnement et expédition;
- assemblage;
- transformation, raffinage, purification, mélange et marchandisage.

Le statut de zone franche est accordé par le Ministre de l'industrie et du tourisme sur recommandation du Conseil des zones franches - organe de réglementation désigné pour superviser les activités des zones franches.

La décision des pouvoirs publics d'avril 1997 autorise les entreprises manufacturières établies dans des zones franches à vendre jusqu'à 15 pour cent de leur production sur le marché local. Les marchandises produites dans les zones franches et vendues sur le marché local sont assujetties aux droits et impositions applicables.

7. Montant unitaire de la subvention

La Jamaïque ne dispose pas de données statistiques qui mettent en évidence le montant unitaire de la subvention. Cependant, le manque à gagner résultant de l'abattement fiscal accordé dans le cadre de ce programme était estimé à 315 millions de dollars EU en 2000, à 300 millions de dollars EU en 1999 et à 108 millions de dollars EU en 1998.

8. Durée de la subvention

Les avantages accordés aux entités des zones franches le sont pour une durée indéterminée.

9. Données statistiques relatives à l'incidence du programme

Année	Exportations (en millions de dollars EU)	Total des exportations jamaïcaines (en millions de dollars EU)
1998	115,76	1 316,0
1999	97,12	1 245,6
2000	115,34	1 300,6

**C. LOI SUR LES MESURES EN FAVEUR DE L'INDUSTRIE (CONSTRUCTION D'USINES)**

1. Description du programme

Ce programme favorise la mise à disposition de bâtiments industriels en Jamaïque.

2. Période sur laquelle porte la notification

Description du programme au 1<sup>er</sup> septembre 2003.

3. Objectif général et objet de la subvention

Faciliter et encourager la construction d'usines en Jamaïque.

4. Fondement et législation

Loi n° 9 de 1961  
Loi n° 30 de 1961  
Loi n° 23 de 1972

5. Forme de la subvention

Un constructeur agréé dans le cadre de la Loi sur les mesures en faveur de l'industrie (construction d'usines) peut:

- importer en franchise des objets ou articles destinés à la construction d'usines;

- passer un contrat avec une entreprise agréée pour la location de l'usine;
- bénéficier d'un dégrèvement de l'impôt sur le revenu pendant 15 ans pour les gains tirés de la location de l'usine ou les bénéfices retirés de sa vente.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Les constructeurs agréés se voient accorder une licence par le Ministre de l'industrie et du tourisme pour la construction d'usines. Les constructeurs agréés qui mettent des bâtiments industriels à la disposition d'entreprises agréées - conformément à la Loi sur l'encouragement des industries d'exportation (EIEA) ou à la Loi sur les mesures en faveur de l'industrie (IIA) - peuvent prétendre aux avantages susmentionnés. Les promoteurs des zones franches peuvent également prétendre à des avantages en vertu de cette loi.

7. Montant unitaire de la subvention

La Jamaïque ne dispose pas de données statistiques.

8. Durée de la subvention

L'abattement de l'impôt sur le revenu est offert pendant quinze (15) ans pour les gains tirés de la location de l'usine ou les bénéfices retirés de sa vente.

9. Données statistiques relatives à l'incidence du programme

La Jamaïque ne dispose pas d'informations relatives aux effets de la subvention sur le commerce.

**D. LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE VENTES À L'ÉTRANGER**

1. Description du programme

Cadre législatif pour l'exploitation des sociétés de ventes à l'étranger (FSC) sur le sol jamaïcain.

2. Période sur laquelle porte la notification

Situation en septembre 2003.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Attirer les investissements étrangers en Jamaïque et vanter l'attrait de la Jamaïque pour les sociétés de ventes à l'étranger.

4. Fondement et législation

En novembre 1984, il a été officiellement reconnu que la Jamaïque remplissait les conditions nécessaires pour qu'y soient installées des sociétés de ventes à l'étranger et la loi d'application, à savoir la Loi sur les sociétés de ventes à l'étranger, a été adoptée peu après.

5. Forme de la subvention

- Les sociétés de ventes à l'étranger sont exonérées de l'impôt jamaïcain sur les bénéfices des sociétés qui proviennent des revenus du commerce extérieur, à la condition qu'elles restent désignées.
- La Jamaïque ne perçoit aucun impôt sur les dividendes versés aux actionnaires étrangers par une société de ventes à l'étranger désignée.
- Le revenu des investissements d'une société de ventes à l'étranger ou le gain réalisé sur la détention du portefeuille ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu.
- Les sociétés de ventes à l'étranger peuvent importer en Jamaïque de l'équipement, du matériel et des machines en franchise.

6. À qui et comment la subvention est accordée

Le Ministre de l'industrie, du commerce et de la technologie est habilité à accorder aux sociétés de ventes à l'étranger qui s'installent en Jamaïque un certificat de désignation. Comme il est indiqué plus haut, des incitations très avantageuses sont offertes aux sociétés de ventes à l'étranger.

7. Montant unitaire de la subvention

La Jamaïque ne dispose pas de données sur le montant unitaire de la subvention.

8. Durée de la subvention

Le certificat est valable pendant quinze (15) ans et peut être renouvelé pour quinze (15) autres années si nécessaire.

9. Données statistiques relatives à l'incidence du programme

La Jamaïque ne dispose pas de données relatives aux effets de la subvention sur le commerce.

---